

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale, de  
l'enseignement supérieur et de la  
recherche

## DECRET

**Décret n° 2015-xx du xx xx 2015 instituant une indemnité pour mission particulière allouée aux personnels enseignants et d'éducation exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré**

NOR: MENHD

**Public concerné :**

**Objet :** création d'une indemnité

**Entrée en vigueur :** 1er septembre 2015

**Notice :** Les dispositions du présent décret ont pour objet de créer une indemnité

**Références :** le présent décret peut être consulté sur le site Internet Légifrance ([www.legifrance.gouv.fr](http://www.legifrance.gouv.fr))

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 20, ensemble la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,

Vu le décret n° 86-492 du 14 mars 1986 relatif au statut particulier des professeurs d'enseignement général de collège,

Vu le décret n°2014-940 du 20 août 2014 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du,

**DÉCRÈTE :**

## **CHAPITRE I : DISPOSITIONS COMMUNES**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Une indemnité peut être allouée aux personnels enseignants exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré et assurant, avec leur accord, une mission particulière soit à l'échelon académique soit au sein de leur établissement d'exercice en application de l'article 3 du décret du 20 août 2014 et de l'article 25-1 du décret du 14 mars 1986 susvisés, dans les conditions fixées par le présent décret.

Le bénéfice de l'indemnité instituée par le présent décret pour l'exercice d'une mission particulière au sein d'un établissement est exclusif du bénéfice d'un allègement du service d'enseignement en application du second alinéa de l'article 3 du décret du 20 août 2014 susvisé et du second alinéa de l'article 25-1 du décret du 14 mars 1986 susvisé au titre de la même mission particulière.

L'indemnité pour mission particulière peut également être allouée aux conseillers principaux d'éducation dans les conditions et selon les modalités prévues par le présent décret.

### **Article 2**

Les taux annuels de l'indemnité définie à l'article 1<sup>er</sup> sont fixés par arrêté conjoint des ministres chargés de l'éducation nationale, de la fonction publique et du budget.

### **Article 3**

L'attribution de l'indemnité prévue à l'article 1<sup>er</sup> est subordonnée à l'exercice effectif de la mission y ouvrant droit.

Lorsque cette mission est exercée au titre de l'ensemble de l'année scolaire, l'indemnité est versée mensuellement par neuvième. Dans les autres cas elle est versée après service fait.

### **Article 4**

Le versement de l'indemnité est suspendu à compter du remplacement ou de l'intérim de l'agent dans sa mission particulière. L'indemnité est versée, pendant la période correspondante, à l'agent désigné pour assurer le remplacement ou l'intérim.

## **CHAPITRE II : MISSIONS PARTICULIÈRES MISES EN ŒUVRE AU NIVEAU ACADÉMIQUE OUVRANT DROIT À L'INDEMNITÉ POUR MISSION PARTICULIÈRE**

### **Article 5**

Chaque mission particulière confiée par le recteur fait l'objet d'une lettre de mission.

Le recteur d'académie détermine les décisions individuelles d'attribution en fonction de l'importance effective de la mission exercée.

## **CHAPITRE III : MISSIONS PARTICULIÈRES MISES EN ŒUVRE AU NIVEAU D'UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'ENSEIGNEMENT DU SECOND DEGRÉ OUVRANT DROIT À L'INDEMNITÉ POUR MISSION PARTICULIÈRE**

### **Article 6**

Dans le cadre des orientations fixées par le ministre chargé de l'éducation nationale, les missions suivantes donnent lieu à l'attribution de l'indemnité instituée à l'article 1<sup>er</sup> aux enseignants désignés, avec leur accord, par le chef d'établissement, lorsque les besoins du service le justifient, pour les assurer :

- Coordonnateur de discipline, chargé de la gestion du laboratoire de technologie

- Coordonnateur de cycle d'enseignement
- Coordonnateur de niveau d'enseignement
- Référent culture
- Référent pour les ressources et usages pédagogiques numériques
- Référent décrochage scolaire
- Coordonnateur des activités physiques, sportives et artistiques
- Tutorat des élèves dans les classes des lycées d'enseignement général et technologique et des lycées professionnels

#### **Article 7**

Peuvent également donner lieu à l'attribution de l'indemnité instituée à l'article 1<sup>er</sup> d'autres missions d'intérêt pédagogique ou éducatif définies par le chef d'établissement conformément aux orientations académiques et du projet d'établissement.

#### **Article 8**

Le chef d'établissement présente en conseil d'administration, après consultation du conseil pédagogique, les missions particulières qu'il prévoit de confier au sein de l'établissement ainsi que leurs modalités de mise en œuvre, dans le cadre de l'enveloppe notifiée par le recteur d'académie.

#### **Article 9**

Sur la base des orientations définies aux articles 6 et 8 du présent décret, le chef d'établissement propose au recteur d'académie les décisions individuelles d'attribution en fonction de l'importance effective de chaque mission.

### **CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 10**

Le décret n°2010-1065 du 8 septembre 2010 instituant une indemnité pour fonctions d'intérêt collectif est abrogé.

#### **Article 11**

Les dispositions du présent décret sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

#### **Article 12**

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre des finances et des comptes publics, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique et le secrétaire d'Etat chargé du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre,

Manuel VALLS

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Najat VALLAUD-BELKACEM

Le ministre des finances et des comptes publics,

Michel SAPIN

La ministre de la décentralisation et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

Le secrétaire d'Etat chargé du budget,

Christian ECKERT

DOCUMENT DE TRAVAIL